

COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL 25 AVRIL 2022

Séance de l'an deux mil vingt-deux, le 25 avril à 20 heures 00,

Le Conseil municipal de la commune nouvelle de Beauvallon, dument convoqué, s'est réuni en session ordinaire en mairie de Saint-Andéol-le-Château, salle des mariages, sous la Présidence de Monsieur Yves GOUGNE, Maire de Beauvallon,

Conseillers en exercice au jour de la séance : 29

Conseillers présents à la séance : 22

Conseillers votants à la séance : 25

Nombre de pouvoirs : 3

Date de convocation : 19 avril 2022

Date d'affichage du présent compte-rendu : 29 avril 2022

Conseillers présents : BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, CHARLES Marie-Noëlle, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, FAURAT Gérard, FRANCE Vincent, GARCIA David, GOUGNE Yves, HERVIER Karine, MERLANCHON Philippe, MOLINARI Elisabeth, NICOLAY Stéphanie, PEILLON Dominique, PINGON Colette, PINGON François, PONS Christine, POTIRON Rémi, ROUSSIER Jean-Louis, TRIBOLLET Françoise et VINCENOT Julie

Conseillers excusés : BONNAFOUS Jean-Luc, DÉLÉRIS Florian, JUNIQUE Julien, FONTAINE Carole, LE HOUEROU Céline, MISTRETTA Antoine et Marie-Jeanne NUNES

Conseillers absents : aucun

Pouvoirs : FONTAINE Carole à Michèle BROTTE, LE HOUÉROU Céline à Françoise TRIBOLLET et NUNES Marie-Jeanne à Elisabeth MOLINARI

Secrétaire : Madame Françoise TRIBOLLET

Ouverture de séance à 20h00.

DIRECTION GÉNÉRALE

DÉLIBÉRATION DEL2022-023 : ADOPTION DU RELEVÉ DE DÉCISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MARS 2022

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

Le relevé de décisions du Conseil municipal tenu le 21 mars 2022 ayant été diffusé à l'ensemble des conseillers municipaux, il est proposé au Conseil municipal d'adopter ce dernier.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'ADOPTER le relevé de décisions du Conseil municipal du 21 mars 2022.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-024 : CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE AU FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE VACCINATION

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

La commune de Beauvallon s'est fortement mobilisée pour aider à la coordination de la campagne de dépistage massif organisée par la Région AURA et a poursuivi son engagement en accueillant un centre de vaccination sur :

- ✓ La commune déléguée de Chassagny à partir du 12 avril 2021 (salle des Varennes) ;
- ✓ La commune déléguée de Saint-Andéol-le-Château depuis le 06 septembre 2021 (salle Van Gogh).

Pour permettre le bon fonctionnement du centre de vaccination, la commune de Beauvallon a ainsi engagé des dépenses éligibles à remboursement par l'ARS par le biais de la MSP de Beauvallon. Il est donc nécessaire de conclure une convention en ce sens afin de procéder à la régularisation financière des dépenses engagées représentant un total de 16 901.92 euros décomposés tel que suit :

- ✓ Travaux divers : 1 086 euros
- ✓ Surveillance du site : 405.17 euros
- ✓ Connectivité du site : 3 849.12 euros
- ✓ Produits d'entretien : 7 034.21 euros
- ✓ Personnel d'entretien : 3 607.88 euros
- ✓ Chauffage : 919.54 euros

Cette convention prévoit ainsi le règlement par la MSP, avant le 31 mai 2022, à la commune de Beauvallon de la somme de 16 901.92 euros. Validée en Bureau exécutif du 28 mars 2022, la convention nécessite l'approbation du Conseil municipal avant signature.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à la majorité des présents et représentés soit 24 voix (22 présents, 1 abstention et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'APPROUVER le projet de convention de participation financière au fonctionnement du centre de vaccination du Pays Mornantais sis à Beauvallon ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de ladite convention.**

PÔLE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DÉLIBÉRATION DEL2022-025 : PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES PÉRIURBAINS (PENAP) PROGRAMME D'ACTION 2022-2026

Rapporteur : Monsieur Vincent FRANCE

La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au Développement des Territoires Ruraux (DTR), son décret d'application n°2006-821 du 7 juillet 2006 et la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'alimentation, l'agriculture et la forêt (LAAF) offrent aux départements la possibilité d'intervenir sur le foncier périurbain en exerçant leur compétence de protection des espaces naturels et agricoles à l'intérieur d'un périmètre d'intervention désigné PENAP (protection des espaces naturels et agricoles périurbains).

Cette compétence permet de créer des périmètres d'intervention en zone périurbaine en vue de protéger et de mettre en valeur des espaces agricoles, naturels et forestiers par l'intermédiaire d'un programme d'action.

Le programme d'action 2018-2021 est terminé. Le futur programme PENAP est organisé autour de cinq axes d'intervention possibles pour les acteurs locaux en fonction des problématiques agricoles, foncières ou environnementales. Les actions du programme pourront être soutenues par le Département au titre de sa compétence de PENAP.

Prévu sur cinq années (2022-2026), le nouveau programme d'actions se décline en cinq grandes orientations :

- ✓ Assurer la pérennité du foncier en faveur de l'agriculture,
- ✓ Maintenir une dynamique agricole par la reprise ou la création d'exploitations agricoles,
- ✓ Créer les conditions pour pérenniser et moderniser les exploitations,
- ✓ Préserver et renforcer la qualité environnementale du territoire,
- ✓ Valoriser les territoires, les espaces agricoles et naturels.

En réponse au courriel du Département qui demande, conformément à l'article R113-25 du Code de l'urbanisme, l'accord de notre collectivité sur le projet d'un programme d'action (2022-2026) pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains, le Conseil municipal est donc invité à se prononcer en ayant pris connaissance :

- ✓ Des objectifs de la démarche PENAP ;
- ✓ Du projet de programme d'action transmis par le Département du Rhône.

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **DE DONNER son accord sur le nouveau programme d'action 2022-2026 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution des présentes.**

PÔLE MOYENS GÉNÉRAUX

DÉLIBÉRATION DEL2022-026 : CRÉATION DE DEUX POSTES NON PERMANENTS D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

Monsieur le maire expose le besoin de renfort temporaire du service technique pour la période du 1^{er} mai 2022 au 30 septembre 2022, étant donné le surplus d'activité attendu du fait, notamment, de la période de végétalisation prolifique.

Il propose le recrutement de deux agents contractuels pour accroissement saisonnier d'activité tel que suit :

- ✓ A Saint-Andéol-le-Château / du 01.05.22 au 30.09.2022 : ouverture d'un poste saisonnier d'agent technique polyvalent, avec spécialité entretien des espaces verts, cet agent pourra également être détaché ponctuellement sur Saint-Jean-de-Touslas ;
- ✓ A Chassagny / du 01.06.2022 au 30.09.2022 : ouverture d'un poste saisonnier d'agent technique polyvalent, avec spécialité entretien des espaces verts, cet agent pourra également être détaché ponctuellement sur Saint Jean de Touslas.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **DE CRÉER, à compter du 1^{er} mai 2022, 1 poste non permanent pour accroissement saisonnier d'activité, à temps complet, ouverts au grade d'adjoint technique territorial ;**
- ✓ **DE CRÉER, à compter du 1^{er} juin 2022, 1 poste non permanent pour accroissement saisonnier d'activité, à temps complet, ouverts au grade d'adjoint technique territorial ;**
- ✓ **DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits au budget.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-027 : : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT OUVERT AUX FONCTIONNAIRES ET LE CAS ECHEANT AUX AGENTS CONTRACTUELS SUR LE FONDEMENT DE L'ARTICLE L 332-8 DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

Monsieur le Maire explique que le service « prévention » doit être renforcé, suite à la réduction du temps de travail d'un autre agent et aux missions qui doivent être renforcés pour la prévention des bâtiments communaux.

En conséquence, il est proposé de créer un poste permanent de rédacteur, qui correspond aux besoins permanents de la commune pour inclure des missions de chargé de mission sécurité et prévention des bâtiments selon la proposition suivante :

- ✓ 28 heures hebdomadaires à compter du 02 mai 2022.

Il est précisé qu'eu égard aux besoins du service et en application du Code Général de la fonction publique, ce poste pourra être occupé de manière permanente par des agents contractuels.

Il est proposé d'actualiser le tableau des effectifs en conséquence.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **DE CRÉER, à compter du 2 mai 2022, un poste permanent ouvert à tous les grades du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, pour le temps de travail suivant :**
 - Un poste à temps non complet à raison de 28 heures hebdomadaires ;
- ✓ **DE PRÉCISER que, eu égard aux besoins du service et en application du Code susvisé, ces postes pourront être occupés de manière permanente par des agents contractuels, dont la rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois de rédacteur territorial ;**
- ✓ **DE METTRE A JOUR le tableau des effectifs en annexe ;**
- ✓ **DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits au budget.**

POLE AMENAGEMENT

DÉLIBÉRATION DEL2022-028 : DEMANDE DE SUBVENTION DETR – TRAVAUX DE REDUCTION DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES DES CHAUFFERIES COMMUNALES

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

La commune de Beauvallon souhaite engager plusieurs opérations pouvant bénéficier de subventions au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

En l'espèce, il s'agit des travaux de réduction des consommations énergétiques des chaufferies communales pour un montant de 47 308 € HT. La subvention demandée s'élève à hauteur de 18 923,20€.

La commune devra cependant assurer l'autofinancement de ces projets à hauteur de 20% minimum.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire la demande de subvention au titre du dispositif de la DETR ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-029 : DEMANDE DE SUBVENTION DSIL – SECURISATION DU CHEMINEMENT PIETON ENTRE LE CARREFOUR DE BELLEVUE ET L'ENTREE DU VILLAGE DE SAINT-JEAN-DE-TOUSLAS AVEC LA CREATION D'UN CHEMINEMENT MODES DOUX DEDIE LE LONG DE LA RD342.

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

La commune de Beauvallon souhaite engager un projet de sécurisation du cheminement piéton du Cognet, sur la commune déléguée de Saint-Jean-de-Touslas, ainsi que la création d'un cheminement modes doux le long de la RD342.

Pour contribuer au financement de ce projet d'un montant prévisionnel de 88 992 euros HT, une subvention de 26 697,60 euros peut être sollicitée au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL). La commune devra cependant assurer l'autofinancement de ce projet à hauteur de 20% minimum.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire la demande de subvention au titre du dispositif de la DSIL ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-030 : DEMANDE DE SUBVENTION DSIL – TRAVAUX DE REDUCTION DES CONSUMMATIONS ENERGETIQUES DES CHAUFFERIES COMMUNALES ET REMPLACEMENT DE CHAUFFERIE FIOUL

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

La commune de Beauvallon souhaite engager des travaux de réduction des consommations énergétiques des chaufferies communales et le remplacement de chaudière fioul sur les trois communes déléguées.

Pour contribuer au financement de ce projet d'un montant prévisionnel de 92 957,44 euros HT, une subvention de 18 591,49 euros peut être sollicitée au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local. La commune devra cependant assurer l'autofinancement de ce projet à hauteur de 20% minimum.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire la demande de subvention au titre du dispositif de la DSIL ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-031 : DEMANDE DE SUBVENTION PARTENARIAT TERRITORIAL – SECURISATION DU CHEMINEMENT PIETON ENTRE LE CARREFOUR DE BELLEVUE ET L'ENTREE DU VILLAGE DE SAINT-JEAN-DE-TOUSLAS AVEC LA CREATION D'UN CHEMINEMENT MODES DOUX DEDIE LE LONG DE LA RD342

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

La commune de Beauvallon souhaite engager un projet de sécurisation du cheminement piéton du Cognet sur la commune déléguée de Saint-Jean-de-Touslas, ainsi que la création d'un cheminement modes doux le long de la RD 342.

Pour contribuer au financement de ce projet d'un montant prévisionnel de 88 992 euros HT, une subvention de 31 200 euros peut être sollicitée au titre du Partenariat Territorial du Département du Rhône. La commune devra cependant assurer l'autofinancement de ce projet à hauteur de 20% minimum.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire la demande de subvention au titre du Partenariat Territorial ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-032 : DEMANDE DE SUBVENTION PARTENARIAT TERRITORIAL – TRAVAUX DE REDUCTION DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES DES CHAUFFERIES COMMUNALES ET REMPLACEMENT DE CHAUFFERIE FIOUL

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

La commune de Beauvallon souhaite engager une étude préalable et des travaux de réduction des consommations énergétiques des chaufferies communales sur les trois communes déléguées.

Pour contribuer au financement de ce projet d'un montant prévisionnel de 92 957,44 euros HT, une subvention de 18 591,49 euros peut être sollicitée au titre du Partenariat Territorial du Département du Rhône. La commune devra cependant assurer l'autofinancement de ce projet à hauteur de 20% minimum.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire la demande de subvention au titre du Partenariat Territorial ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-033 : DEMANDE DE SUBVENTION PARTENARIAT TERRITORIAL – VEGETALISATION DES CIMETIERES DE SAINT-ANDEOL-LE-CHATEAU

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

La commune de Beauvallon souhaite engager des travaux de végétalisation des cimetières de Saint-Andéol-le-Château.

Pour contribuer au financement de ce projet d'un montant prévisionnel de 12 400 euros HT, une subvention de 6 200 euros peut être sollicitée au titre du Partenariat Territorial du Département du Rhône. La commune devra cependant assurer l'autofinancement de ce projet à hauteur de 20% minimum.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire la demande de subvention au titre du Partenariat Territorial ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-034 : DEMANDE DE SUBVENTION PARTENARIAT TERRITORIAL – AMENDES DE POLICE

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le produit des amendes de police est réparti par le Département du Rhône entre les communes de moins de 10 000 habitants pour le financement de travaux ou aménagements ayant trait à l'amélioration de la sécurité routière.

La commune de Beauvallon est une commune nouvelle de plus de 4100 habitants regroupant 3 villages. Elle observe au niveau de ces « bourgs » de plus en plus d'incivilité routière, d'augmentation de la vitesse des véhicules en agglomération, et de nombreux comportements à risques devant nos 4 écoles communales.

A cet effet, la commune a choisi de prendre un arrêté permettant de limiter la vitesse de circulation à 30km/h au sein des agglomérations de ses 3 bourgs, pour pacifier la circulation, et de réaliser en complément l'acquisition d'équipements permettant la sécurisation de certains carrefours.

Il est ainsi présenté les travaux envisagés, à savoir :

- Acquisition de 2 radars pédagogiques mobiles, alimentés par des panneaux solaires, avec analyse des données du trafic.
- L'achat d'une vingtaine de panneaux B14 et B33 (début et fin de limitation à 30km/heure) dans le cadre de

- la prise de l'arrêté imposant la limitation de vitesse à 30 km/h sur les trois bourgs.
- L'acquisition de miroirs routiers pour la sécurisation de carrefours dangereux
- La réalisation de marquages au sol au droit des trois villages.

La commune sollicite par conséquent un financement du Département, pour ce projet s'élevant à 11 277,84 € TTC.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à faire la demande de subvention au Département au titre des amendes de police ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.**
- ✓

DÉLIBÉRATION DEL2022-035 : DENOMINATION DES VOIES SUR LA COMMUNE DE BEAUVALLON **Rapporteuse : Madame Michèle BROTTET**

Ni le Code de la voirie routière ni le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) n'imposent aux communes l'obligation de procéder à la dénomination des rues, à l'exception de la Ville de Paris.

Il convient cependant de préciser que le décret n°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au Centre des impôts fonciers ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles oblige les communes de plus de 2 000 habitants à notifier aux services des impôts fonciers la liste alphabétique des voies publiques et privées et les modifications qui s'y rapportent.

Afin de répondre à cette obligation foncière mais aussi permettre l'accès de toutes les habitations aux services publics tels que les secours, la poste ou la fibre, et pour permettre la suppression des doublons générés par la création de la commune nouvelle de Beauvallon au sein des trois communes déléguées, un travail de dénomination des voies et un passage à une numérotation métrique ont été nécessaires.

Concernant la dénomination des voies publiques, des chemins ruraux et des voies privées ouvertes à la circulation de la commune, cette dernière relève de la compétence du seul conseil municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Le Conseil municipal est, par conséquent, appelé à se prononcer sur la dénomination des voies publiques et privées ouvertes à la circulation des trois communes déléguées.

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'ADOPTER la dénomination proposée pour les voies de la commune de Beauvallon jointe en annexe à la présente délibération ;**
- ✓ **D'APPROUVER le passage de l'ensemble de la commune sur un système de numérotation métrique avec côté pair et impair ;**
- ✓ **DE DIRE que toute délibération antérieure du Conseil municipal de Beauvallon est abrogée ;**
- ✓ **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-036 : AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET PRESENTE PAR LA SOCIETE LAFARGE GRANULATS POUR SON PROJET DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION DE LA CARRIERE EXPLOITEE SUR LES COMMUNES DE GIVORS ET DE BEAUVALLON **Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE**

Monsieur le Maire expose que monsieur le Préfet du Rhône a prescrit, par arrêté du 14 mars 2022, une mise à

l'enquête publique de la demande d'autorisation environnementale présentée par la société Lafarge Granulats pour son projet de renouvellement et d'extension de la carrière exploitée sur les communes de Givors et de Beauvallon.

La demande concerne le renouvellement de l'autorisation pour environ 20 ha et une extension pour 0,5 ha au niveau de l'atelier pour une surface de stockage.

L'exploitation est réalisée à ciel ouvert, en dent creuse et hors nappe.

Après décapage de la découverte qui est stockée pour former une verse, les matériaux sont abattus par tirs de mines. Ils sont ensuite repris à la pelle hydraulique et acheminés dans l'installation de traitement qui fournit les produits finis. Ces derniers sont évacués par camions. Des matériaux inertes extérieurs au site sont stockés transitoirement avant évacuation vers un site de stockage définitif. La remise en état de la carrière est progressive.

Les caractéristiques de l'exploitation sont les suivantes :

- Superficie cadastrale concernée : 20ha 44a 01ca
- Superficie exploitable : 13,9 ha
- La cote minimale d'extraction : passe à 190 m NGF, soit 45 mètres plus profond qu'aujourd'hui,
- Tonnage des matériaux à extraire : 8 000 000 T
- La production annuelle sollicitée : Moyenne = 260 000 T, Maximale = 400 000 T reste identique à l'autorisation d'exploitation en cours
- Durée sollicitée : 30 années dont 29,5 années d'exploitation et 0,5 année supplémentaire pour la finalisation du réaménagement

Monsieur le maire informe l'assemblée qu'une enquête publique a débuté le 12 avril et se terminera le 13 mai en mairie de Beauvallon. Jusqu'à cette date, toute personne intéressée peut prendre connaissance du dossier et faire valoir ses observations, sur le registre mis à disposition du public ou par internet sur un registre numérique. De manière à informer largement la population, nous avons publié l'avis d'enquête sur le site de la mairie.

Considérant qu'actuellement l'exploitation ne crée pas de nuisance particulière, et que les quantités de matériaux extraites annuellement restent au même niveau qu'actuellement,

Considérant que l'exploitation de la carrière demeure dans l'emprise actuelle de la carrière,

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **D'EMETTRE UN AVIS FAVORABLE sous réserve du respect de la réglementation par l'exploitant.**

DÉLIBÉRATION DEL2022-037 : AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PLU DE SAINT-MAURICE-SUR-DARGOIRE **Rapporteur : Monsieur Vincent FRANCE**

Il est indiqué que la commune de Saint-Maurice-sur-Dargoire a procédé à la modification de son PLU, sans incidence sur la commune de Beauvallon.

Considérant que la commune de Beauvallon est consultée pour avis sur le PLU en tant que commune limitrophe, conformément à l'article L123-9 du Code de l'urbanisme,

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **DE DONNER UN AVIS FAVORABLE au PLU de Saint-Maurice-sur-Dargoire ;**

DÉLIBÉRATION DEL2022-038 : AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PLU DE SAINT- LAURENT-D'AGNY
Rapporteur : Monsieur Vincent FRANCE

Il est indiqué que la commune de Saint-Laurent-d'Agny a procédé à la modification de son PLU, sans incidence sur la commune de Beauvallon.

Considérant que la commune de Beauvallon est consultée pour avis sur le PLU en tant que commune limitrophe, conformément à l'article L123-9 du Code de l'urbanisme,

Le Conseil municipal, après avoir entendu Monsieur le maire et délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 25 voix (22 présents et 3 pouvoirs), décide :

- ✓ **DE DONNER UN AVIS FAVORABLE au PLU de Saint-Laurent d'Agny ;**

QUESTIONS DIVERSES

PROCHAIN MAGAZINE MUNICIPAL

Rapporteur : Madame Stéphanie NICOLAY

DÉCISIONS DU MAIRE PRISES SUR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

Pour chaque décision du maire de la commune nouvelle de Beauvallon prise en vertu de l'une des délégations consenties au titre de l'article L.2122-23 du CGCT, le maire doit en rendre compte au Conseil municipal en aval et soumettre ces dernières au contrôle de légalité. Les décisions du maire prises entre la précédente séance du Conseil municipal et le jour d'envoi de la note de synthèse du Conseil en cours sont récapitulées ci-dessous.

Pour rappel, cette présentation ne doit cependant pas s'accompagner d'un vote du Conseil municipal qui prendrait alors le sens d'une motion de confiance ou de défiance envers le maire.

Numéro de la décision	Date de la décision	Date d'envoi en Préfecture	Objet
D2022-001	10.03.2022	21.03.2022	VALOCIME – Conventions de mise à disposition de parcelles

DATE DES PROCHAINS CONSEILS MUNICIPAUX ET COMMISSIONS GÉNÉRALES

Rapporteur : Monsieur Yves GOUGNE

Pour rappel, les prochaines séances se tiendront :

- ✓ Lundi 23 mai à 20h00 : Commission générale
- ✓ Lundi 30 mai à 20h00 : Conseil municipal

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h38.

**Le Maire,
Yves GOUGNE.**